

Consultation de la Commission de régulation de l'énergie relative à la création d'une zone d'équilibrage Nord unique pour les gaz H et B sur le réseau de GRTgaz

Contribution POWEO
23 avril 2012

Q1. Etes-vous favorable aux principes proposés ci-dessus pour la création d'une zone d'équilibrage Nord unique ?

Poweo demande depuis plusieurs années la fusion des zones d'équilibrages Nord H et Nord B. En effet, une telle fusion permettrait sans investissements nouveaux :

- d'accroître la liquidité du PEG Nord en augmentant de 20% les volumes livrés aux clients d'une part, mais aussi en mettant en concurrence deux nouvelles sources de flexibilité (Taisnières B et Sédiane B) avec les flexibilités associées à la zone Nord H.
- de réduire, pour les acteurs n'ayant pas accès à des ressources de gaz B, les désoptimisations et donc les coûts associés à une réservation ex-ante d'un service de conversion Gaz H → Gaz B.

En conséquence, Poweo est favorable aux principes exposés : un seul PEG, un seul périmètre d'équilibre.

Sous réserve d'une validation par la CRE, la hausse des tarifs de 0.5% nous paraît acceptable compte tenu du gain potentiel espéré en termes de liquidité et d'attractivité de la grande zone Nord de GRTgaz. Poweo propose néanmoins que soit envisagé un transfert du coût actuel du service de conversion (en partie ou en totalité) sur le terme TCS de la zone Nord B de manière à conserver, toutes choses égales par ailleurs, un prix du gaz livré site identique au prix actuel ; par ailleurs les clients de la zone B vont être les premiers à bénéficier de cette fusion.

Q2. Etes-vous favorable aux mesures proposées pour s'assurer que les infrastructures de gaz B sont utilisées par les expéditeurs pour l'équilibrage physique du gaz B ?

Nous comprenons que les deux mesures proposées visent à garantir une utilisation des infrastructures B cohérente avec les besoins d'équilibre physique de la zone B.

A titre préliminaire, nous comprenons qu'il soit nécessaire de mettre en place des mécanismes opérationnels permettant de fusionner effectivement les zones H et B. Même si les problématiques sont différentes, nous regrettons toutefois que les modalités opérationnelles proposées ne soient pas plus inspirées de l'étude et des recommandations KEMA sur la fusion Nord – Sud.

La première mesure vise à restreindre les flux de gaz importés en zone Nord B dans certaines configurations. Elle est basée sur une pénalité pour les expéditeurs qui détiennent des capacités en zone B et qui amènent trop de gaz B par rapport à la consommation de leur portefeuille client. Cette mesure ne nous semble pas optimum pour les raisons suivantes :

- Le montant de 1 €/MWh est arbitraire et ne permettra pas toujours de répondre aux besoins. En effet, quel que soit le niveau du spread, il pourra ne pas être adapté à certaines configurations de grandes tensions où l'expéditeur détenant des capacités d'entrée aura malgré tout un intérêt économique à amener et vendre du gaz au PEG Nord.
- Cette mesure est accompagnée d'une obligation faite à l'expéditeur détenant des capacités en zone B de réaliser des prévisions de ses consommations clients. Cette obligation portée par certains expéditeurs (ceux détenant de la capacité), pourrait être considérée comme discriminatoire vis-à-vis des autres expéditeurs.

Afin de palier un excédent de gaz B dans la zone, nous préconisons la mise en place de capacités conditionnelles sur les points Taisnières B et/ou Sédiane B et/ou le service de pointe H>B, permettant à la fois de garantir l'équilibrage de la zone et d'apporter de la visibilité au(x) prestataire(s) de flux. La disponibilité effective de ces capacités dépendrait de l'excédant éventuel de gaz B dans la zone.

Concernant la seconde mesure, nous comprenons qu'elle vise à appeler à la hausse ou à la baisse l'utilisation des infrastructures de gaz B. Nous nous interrogeons sur les modalités pratiques permettant de mettre en œuvre cette mesure. Nous préconisons de la même manière l'application de mécanismes contractuels proposés par KEMA :

- L'appel à la baisse serait déjà couvert par l'utilisation de capacités conditionnelles comme vu précédemment.
- L'appel à la hausse pourrait être réalisé par un mécanisme contractuel de type « locational trade » déclenché à l'initiative de GRTgaz dans le cadre de procédures claires où le gaz serait livré sur un point notionnel à partir des infrastructures de gaz B (Taisnières B, Sédiane B, convertisseur de pointe H>B), par exemple l'actuel PEG Nord B.

Q3. Etes-vous favorable à la sélection du ou des prestataire(s) d'échange par l'organisation d'une procédure de mise en concurrence dans le calendrier proposé ?

Nous sommes favorables à une mise en concurrence des prestataires de flux dès que possible. Toutefois, cette mise en concurrence ne doit pas remettre en cause l'engagement pris par GDF Suez auprès de la Commission Européenne de fournir le service de SWAP jusqu'au 1^{er} octobre 2024 dans des conditions « financières raisonnables sensiblement identiques aux conditions en vigueur ». En d'autres termes, le coût actuel du SWAP devra constituer un prix plafond au service.

Q4. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Nous aurions souhaité avoir connaissance du rapport de GRTgaz relatif à cette fusion afin d'avoir un avis plus éclairé sur les modalités opérationnelles proposées.